

précédent record de \$4.4 milliards enregistré en 1969, alors que l'actif enregistrait lui aussi une augmentation exceptionnelle de \$3.6 milliards, ce qui constitue un nouveau record depuis 1970 où l'augmentation avait été de \$2.9 milliards.

L'expression «solde de la dette internationale» est utilisée ici, dans le contexte de la balance des paiements, pour inclure les placements sous forme d'actions et les emprunts contractuels. Le solde est déterminé en faisant la différence entre les créances actives du Canada sur les autres pays et les engagements actifs des Canadiens envers les autres pays. L'ensemble des créances et engagements internationaux accumulés au cours des années, par l'intermédiaire des opérations en capital et grâce à d'autres facteurs, constituent l'actif et le passif du bilan des investissements internationaux d'un pays.

Au cours de la période pour laquelle des estimations officielles ont été publiées périodiquement, soit de 1926 à 1973, les engagements extérieurs bruts du Canada ont crû en moyenne à un taux annuel composé de 5%, alors que le taux correspondant pour les avoirs extérieurs bruts était de 7%. L'augmentation globale de l'endettement international net, qui est passé de \$5.1 milliards à \$32.3 milliards représente un taux annuel moyen d'accroissement de 4%.

Avoirs canadiens à l'étranger

21.5.1

Les investissements étrangers au Canada et l'endettement net des Canadiens envers les non-résidents ont enregistré une croissance considérable, mais les avoirs du Canada à l'étranger qui ont augmenté à un rythme plus rapide que ses engagements extérieurs, représentaient à la fin de 1973 la moitié de la valeur des engagements à l'étranger, contre 45% à la fin de 1970 et 26% à la fin de 1939. Ce phénomène s'est accompagné d'une modification dans la structure des avoirs canadiens à l'étranger (tableau 21.33). La part des investissements privés à long terme (investissements directs, placements en valeurs et placements divers) dans les avoirs canadiens à l'étranger est tombée de près de 75% en 1939 à 42% en 1973. Les investissements canadiens à long terme à l'étranger ont augmenté depuis 1970 à un taux annuel moyen de 11% pour atteindre 15.9 milliards à la fin de 1973. La majeure partie de ces investissements proviennent du secteur privé et se présentent sous la forme d'investissements directs. Le reste constitue principalement des prêts et des avances du gouvernement et de ses souscriptions aux organismes internationaux de placement.

A la fin de 1973, la valeur comptable totale des investissements canadiens directs à long terme dans des filiales, des sociétés sous contrôle, des sociétés affiliées et des succursales à l'étranger s'élevait à \$7,810 millions, soit une augmentation de \$1,104 millions par rapport à 1972. Il s'agissait là de la plus forte augmentation enregistrée par les investissements directs canadiens. En 1972, ce poste, qui n'avait que légèrement augmenté pour s'établir à \$6.7 milliards, ne comprenait plus les avoirs étrangers de la IU International Corporation (auparavant l'International Utilities Corporation) puisque celle-ci avait quitté le Canada à la fin de 1971 pour s'établir aux États-Unis. Depuis, la participation du Canada à cette entreprise est classée comme placement en valeurs de portefeuille à l'étranger.

Les investissements directs dans des entreprises des États-Unis ont augmenté de 14% pour s'établir à \$3,924 millions à la fin de 1973, ce qui représente un peu plus de la moitié des investissements canadiens à l'étranger. Les investissements directs au Royaume-Uni, qui étaient restés relativement stables de 1968 à 1971, se sont accrus de 7% en 1972 et d'environ 27% en 1973 pour atteindre \$797 millions. Malgré cette augmentation considérable en 1973, le Royaume-Uni est demeuré au troisième rang à ce chapitre, après le Brésil. Dans les autres pays du Commonwealth, les avoirs canadiens ont été également constitués surtout d'investissements directs. Même si à la fin de 1973 les investissements directs constituaient environ les deux tiers des investissements canadiens à long terme dans ces pays, leur part était quelque peu inférieure que dans la plupart des années antérieures en raison de l'accroissement des crédits consentis par le gouvernement du Canada dans le cadre de son nouveau